

REPUBLICQUE FRANCAISE

Pau, le 13/03/2018

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE PAU**

50, Cours Lyautey
CS 50543
64010 Pau cedex
Téléphone : 05 59 84 94 40
Télécopie : 05 59 02 49 93

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
08h45 à 12h00 - 13h30 à 16h45

Dossier n° : 1602519-2

(à rappeler dans toutes correspondances)

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT MIDI-
PYRENEES c/ PREFECTURE DES HAUTES-
PYRENEES

Vos réf. : DREAL. Direction écologie. Affaire suivie par
Nathalie Fropier et Agathe Roca
NOTIFICATION DE JUGEMENT

1602519-2
Madame la Préfète
PREFECTURE DES HAUTES-
PYRENEES
PLACE CHARLES DE GAULLE
CS 61350
65013 TARBES cedex

Madame la Préfète,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à titre d'information, copie du jugement du 13/03/2018 rendu par le Tribunal administratif de Pau, dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

Je vous rappelle qu'aux termes de l'article R.751-4-1 du code de justice administrative, la notification de la décision par le moyen de l'application Télérecours aux administrations de l'Etat, aux personnes morales de droit public et aux organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public qui y sont inscrits est réputée reçue à la date de première consultation de la décision, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition de la décision dans l'application, à l'issue de ce délai. Cette notification ne fait pas obstacle à votre droit de demander ultérieurement la délivrance d'une expédition de la décision, en application de l'article R. 751-7.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Madame la Préfète, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE PAU**

dd

N° 1602519

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**ASSOCIATION FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT MIDI-PYRENEES et autre**

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

**M. François de Saint-Exupéry de Castillon
Président rapporteur**

Le tribunal administratif de Pau

**M. Thierry Sorin
Rapporteur public**

(2ème Chambre)

Audience du 27 février 2018
Lecture du 13 mars 2018

44-045-01

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires, enregistrés le 23 décembre 2016, le 2 août 2017 et le 28 novembre 2017, l'association France nature environnement Midi-Pyrénées et l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées demandent au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 17 novembre 2016 par lequel le préfet des Hautes-Pyrénées a accordé à la société civile immobilière Immo Cap une dérogation à l'interdiction de détruire et perturber intentionnellement les individus et de détruire, altérer, dégrader les habitats de reproduction ou de repos d'espèces animales protégées pour le projet d'aménagement de la zone d'activités de Peyre-Hicade à Capvern ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat le paiement d'une somme de 1 200 € au profit de chacune d'elles en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- elles justifient d'un intérêt leur donnant qualité pour agir ;
- elles ont qualité pour agir ;
- le conseil scientifique régional du patrimoine naturel n'a pas été consulté ;
- l'arrêté attaqué méconnaît le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement dès lors qu'il n'est pas démontré qu'il n'existait pas de solution alternative et qu'il existait une raison impérative d'intérêt public majeur ;
- il méconnaît l'article L. 163-1 du code de l'environnement.

Par des mémoires en défense, enregistrés le 7 juin 2017 et le 13 novembre 2017, la société civile immobilière Immo Cap, représentée par Me Larrouy Castera, avocat au barreau de Toulouse, conclut au rejet de la requête et à ce qu'il soit mis à la charge des associations requérantes le paiement de la somme de 4 000 € au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- l'association France nature environnement Midi-Pyrénées ne justifie pas d'un intérêt lui donnant qualité pour agir ;
- elle n'a pas qualité pour agir ;
- l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées ne justifie pas d'un intérêt lui donnant qualité pour agir ;
- elle n'a pas qualité pour agir ;
- les moyens soulevés par les requérantes ne sont pas fondés.

Par des mémoires en défense, enregistrés le 17 juillet 2017 et le 26 octobre 2017, le préfet des Hautes-Pyrénées conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés par les associations requérantes ne sont pas fondés.

Un mémoire présenté par l'association France nature environnement Midi-Pyrénées et l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées a été enregistré le 28 novembre 2017.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. de Saint-Exupéry de Castillon,
- les conclusions de M. Sorin, rapporteur public,
- et les observations de Me Larrouy-Castera, représentant la société Immo Cap.

1. Considérant que, par arrêté du 17 novembre 2016, le préfet des Hautes-Pyrénées a accordé à la société Immo Cap une dérogation à l'interdiction de détruire et perturber intentionnellement les individus et de détruire, altérer, dégrader les habitats de reproduction ou de repos d'espèces animales protégées pour le projet d'aménagement de la zone d'activités de Peyre-Hicade à Capvern ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne les fins de non-recevoir opposées par la société Immo Cap :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 141-1 du code de l'environnement : *« Lorsqu'elles exercent leurs activités depuis au moins trois ans, les associations régulièrement déclarées et exerçant leurs activités statutaires dans le domaine de la protection de la nature et de la gestion de la faune sauvage, de l'amélioration du cadre de vie, de la protection de l'eau, de l'air, des sols, des sites et paysages, de l'urbanisme, ou ayant pour objet la lutte contre les pollutions et les nuisances et, d'une manière générale, œuvrant principalement pour la protection de l'environnement, peuvent faire l'objet d'un agrément motivé de l'autorité administrative. (...) »* ;

3. Considérant, en premier lieu, que, d'une part, il résulte des statuts de l'association France nature environnement Midi-Pyrénées que cette dernière a essentiellement pour objet d'agir en faveur de la protection de l'environnement, notamment de protéger, de conserver et de favoriser la restauration des espaces, ressources, milieux et habitats naturels, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres fondamentaux de la biosphère, l'eau, l'air, les sols, les sites et les paysages, ainsi que le cadre de vie dans une perspective de développement durable ; qu'au surplus, par arrêté du 8 novembre 2012, le préfet de la Haute-Garonne a renouvelé l'agrément de cette association au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement pour une durée de cinq ans ; que, d'autre part, il résulte des statuts de l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées que cette dernière a pour objet la protection de la nature, de l'environnement et du cadre de vie du département des Hautes-Pyrénées, et que, dans ce cadre, elle fédère des personnes morales et physiques ayant notamment pour objectifs de conserver et de restaurer les espaces, ressources, milieux et habitats naturels, terrestres et marins, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres fondamentaux de la biosphère, l'eau, l'air, les sols, les sous-sols, les sites et paysages et le cadre de vie ; qu'au surplus, par arrêté du 11 décembre 2013, le préfet des Hautes-Pyrénées a renouvelé l'agrément de cette association au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement pour une durée de cinq ans ; que, dès lors, eu égard à l'objet de l'arrêté attaqué, les associations requérantes justifient d'un intérêt leur donnant qualité pour agir ; que, par suite, la fin de non-recevoir opposée à ce titre par la société Immo Cap doit être écartée ;

4. Considérant, en deuxième lieu, qu'il ressort des pièces du dossier que l'article 7 des statuts de l'association France nature environnement Midi-Pyrénées confie au bureau le pouvoir d'ester en justice ; que, par décision du 18 octobre 2016, le bureau de cette association a décidé de présenter une requête à l'encontre « de l'arrêté à intervenir du préfet des Hautes-Pyrénées en ce qu'il autorisera la destruction de plusieurs dizaines d'espèces protégées pour la construction d'une ZAC à Capvern » et a mandaté son président pour la suite à donner ; qu'alors même que l'intitulé de l'arrêté attaqué n'est pas identique à celui mentionné par la décision du 18 octobre 2016, les termes utilisés dans cette décision permettent de désigner sans ambiguïté l'arrêté contesté, nonobstant la circonstance que ce dernier n'était pas encore pris à la date de cette décision ; qu'en tout état de cause, par décision du 28 novembre 2017, le bureau de l'association requérante a confirmé sa décision de présenter une action contentieuse contre l'arrêté attaqué ; qu'enfin, une association est régulièrement engagée par l'organe tenant de ses statuts le pouvoir de la représenter en justice, sauf stipulation de ces statuts réservant expressément à un autre organe la capacité de décider de former une action devant le juge administratif ; qu'il appartient à la juridiction administrative saisie, qui en a toujours la faculté, de s'assurer, le cas échéant, que le représentant de cette personne morale justifie de sa qualité

pour agir au nom de cette partie ; que tel est le cas lorsque cette qualité est contestée sérieusement par l'autre partie ou qu'au premier examen l'absence de qualité du représentant de la personne morale semble ressortir des pièces du dossier ; qu'à ce titre, si le juge doit s'assurer de la réalité de l'habilitation du représentant de l'association qui l'a saisi, lorsque celle-ci est requise par les statuts, il ne lui appartient pas, en revanche, de vérifier la régularité des conditions dans lesquelles une telle habilitation a été adoptée ; que la société Immo Cap ne peut donc utilement soutenir que le bureau ne pouvait pas délibérer par la voie électronique ; que, dès lors, l'association France nature environnement Midi-Pyrénées justifie avoir qualité pour agir contre l'arrêté attaqué ; que, par suite, la fin de non-recevoir opposée à ce titre par la société Immo Cap doit être écartée ;

5. Considérant, en dernier lieu, qu'il ressort des pièces du dossier que l'article 16 des statuts de l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées confie au bureau le pouvoir d'ester en justice ; que, par décision du 15 décembre 2016, le bureau de cette association a décidé de présenter une requête contre l'arrêté attaqué ; que la société Immo Cap ne peut utilement soutenir qu'il n'est pas produit la liste d'émargement des membres du bureau qui ont participé à la réunion au cours de laquelle cette décision a été prise ; que, dès lors, l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées justifie avoir qualité pour agir contre l'arrêté attaqué ; que, par suite, la fin de non-recevoir opposée à ce titre par la société Immo Cap doit également être écartée ;

En ce qui concerne le fond du litige :

6. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « *I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; (...) 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; (...)* » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « *I. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : 1° La liste limitative des habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi que des sites d'intérêt géologique, y compris des types de cavités souterraines, ainsi protégés ; (...) 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ; (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...)* » ;

7. Considérant que le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement permet de déroger aux interdictions prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 dès lors que sont remplies les trois conditions distinctes et cumulatives tenant, d'une part, à l'absence de solution alternative satisfaisante, d'autre part, à la condition de ne pas nuire au maintien, dans un état de

conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et, enfin, à la justification de la dérogation par l'un des motifs qu'il fixe ;

8. Considérant que la demande de dérogation indique que la société Immo Cap souhaite aménager une zone d'activité dans la commune de Capvern, en bordure de la route départementale 817, à proximité d'un échangeur de l'autoroute A 64 , à une distance de 2,6 km de l'agglomération de Lannemezan, de 2,7 km de l'agglomération de Capvern et de 27 km de l'agglomération de Tarbes, que ce projet, qui doit prendre place sur un terrain d'une superficie de 4,9 ha en face d'un supermarché par rapport à la route départementale, et classé en zone AU du plan local d'urbanisme de la commune de Capvern, a pour objet de répondre, d'après une étude menée en 2011, à une forte attente des consommateurs dans les domaines de l'équipement de la personne, de la culture, du sport, des loisirs, de l'équipement de la maison et de l'équipement de la voiture, que le schéma de cohérence territoriale privilégie le développement des centres commerciaux existants, que le projet prévoit la création de 70 emplois, et que le projet de zone d'aménagement concerté s'inscrit dans une politique de développement économique du plateau de Lannemezan sur le long terme ; qu'il ressort toutefois des pièces du dossier que la commune de Lannemezan est dotée du centre commercial Ramondia, implanté à proximité immédiate d'un échangeur de l'autoroute A64, qui répond aux besoins de la clientèle en matière d'alimentation, d'équipement de la voiture, d'équipement de la personne, de restauration et de bricolage, et qui peut être joint en 7 minutes en voiture à partir du projet de zone commerciale ; qu'il n'est pas démontré que ce centre commercial ne pourrait répondre aux besoins de la clientèle évoquée dans l'étude sus-rappelée et que l'évolution démographique locale justifierait une extension des activités commerciales dans la commune de Capvern ; qu'il n'est pas non plus démontré que la création de 70 emplois du fait de ce projet n'impliquera pas la suppression dans le même secteur d'autres emplois du fait de la concurrence ; qu'ainsi, nonobstant l'existence non contestée dans ce bassin d'emploi d'un taux de chômage de 11,3 % contre 9,9 % au niveau national, il n'est pas justifié que le projet de zone d'activités de Peyre-Hicade revêt un intérêt public majeur de nature sociale ou économique ; que, par suite, les associations requérantes sont fondées à soutenir qu'en prenant l'arrêté attaqué, le préfet des Hautes-Pyrénées a fait une inexacte application des dispositions précitées de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

9. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées du 17 novembre 2016 doit être annulé ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

10. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :
« Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation. » ;

11. Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, le tribunal ne peut pas faire bénéficier la partie tenue aux dépens ou la partie perdante du paiement par l'autre partie des frais qu'elle a exposés à l'occasion du litige soumis au juge ; que les conclusions présentées à ce titre par la société Immo Cap doivent dès lors être rejetées ; qu'en revanche, il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de

l'Etat une somme globale de 150 euros au titre des frais exposés par les associations requérantes et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1^{er} : L'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées du 17 novembre 2016 est annulé.

Article 2 : L'Etat versera à l'association France nature environnement Midi-Pyrénées et à l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées une somme globale de 150 (cent cinquante) euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à l'association France nature environnement Midi-Pyrénées, à l'association France nature environnement Hautes-Pyrénées, au ministre de la transition écologique et solidaire et à la société civile immobilière Immo Cap.

Copie en sera adressée au préfet des Hautes-Pyrénées.

Délibéré après l'audience du 27 février 2018, à laquelle siégeaient :

M. François de Saint-Exupéry de Castillon, président,
M. Frédéric Davous, premier conseiller,
Mme Nathalie Portal, conseiller.

Lu en audience publique le 13 mars 2018.

Le président rapporteur,

SIGNÉ

François DE SAINT-EXUPERY DE CASTILLON

L'assesseur,

SIGNÉ

Frédéric DAVOUS

La greffière,

SIGNÉ

Dominique DELGADO

La République mande et ordonne au ministre de la transition écologique et solidaire en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition :
Le greffier,

D. Delgado.

